

réannoina minoritaire et surtout diverse. Côté protestant, le vote majoritaire à gauche est la règle depuis longtemps, mais la contestation interne de l'Église à travers le document « Église et pouvoir », « encyclique du protestantisme révolutionnaire », va bien au-delà du choix des urnes (voir *infra*, p. 369-371).

➔ Encore faudrait-il distinguer, comme il a été dit, entre la base et les dirigeants des mouvements chrétiens. Les tensions peuvent être fortes à propos du tout-politique et du tout-marxisme. À La Vie nouvelle par exemple, dans la première moitié des années 1970, les options du président, Philippe Warnier, et de son équipe, qui poussent le mouvement à adopter l'analyse marxiste de la société, sont loin d'être toujours partagées par des militants cultivés et diplômés, capables de critique intellectuelle<sup>1</sup>. Dans les rangs des CMR, mouvement qui reflète la pointe avancée des transformations du monde rural, le capitalisme, le libéralisme économique et tout autre système d'oppression sont condamnés expressément « au nom de l'Évangile », mais pour autant on ne présente pas officiellement un projet politique : le mot « socialisme » est absent, en tout cas des textes officiels. Un bon observateur préfère parler d'« humanisme chrétien socialisant<sup>2</sup> » : si floue soit-elle, la formule est pertinente. Les jeunes du Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC) n'ont certes pas ces pudeurs : en 1969, ils dénoncent l'« opposition fondamentale entre riches et exploités d'une part, pauvres et opprimés d'autre part ». Pour reprendre, en la détournant, l'expression bien connue de *Divini Redemptoris*, l'encyclique qui a condamné le communisme en 1937, le capitalisme est « intrinsèquement pervers », et c'est ce système perverti qu'il faut changer : des réformes ne suffisent plus.

Après Mai 68, on peut le dire haut et fort. Mais, pour garder l'exemple du MRJC, c'est dès 1964 que des formations à « Charles Marx » (expression du dominicain Jean-Yves Jolif) étaient assurées lors de sessions nationales par Gilbert Mury, philosophe marxiste et intellectuel communiste qui, à partir de 1966, soutient les directions

1. Témoignage personnel, corroboré par l'analyse de Jean Lestavel, « "La Vie Nouvelle" et ses militants », *Esprit*, n° 4-5, avril-mai 1977, « Les militants d'origine chrétienne », p. 153-169.

2. Cité in J.-L. Ducasse et alii, *Chrétiens dans le monde rural*, op. cit., p. 198.

chinoise et albanaise (il est juste d'ajouter qu'à ces sessions, le personnalisme et l'existentialisme aussi sont enseignés). Sous l'influence du Mouvement international de la Jeunesse agricole et rurale catholique (MIJARC) sont invités après 1968 des intervenants encore moins neutres : les franciscains de *Frères du monde*, le dominicain Jean Cardonnel et d'autres, tous tiers-mondistes favorables aux révolutions cubaine ou chinoise, ou encore adeptes de la « conscientisation » du pédagogue brésilien Paulo Freire<sup>1</sup>. Tant et si bien qu'en 1971-1972 l'équipe nationale du MRJC est enfermée dans des options révolutionnaires et avant-gardistes, et pratiquement coupée de sa base<sup>2</sup> : proche des idées du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF), dont le journal s'intitule *L'Humanité rouge* et qui est interdit par le ministre de l'Intérieur, elle prône l'action révolutionnaire directe des militants du MRJC dans les branches et les régions qu'ils représentent. Ce qui signifie, à la limite, la fin du MRJC comme mouvement d'Église et sa transformation en organisation révolutionnaire gauchiste. L'équipe nationale finit par être démissionnée après un conflit très dur. La base n'a pas compris grand-chose aux événements, et nombreux sont les départs.

Les seules organisations chrétiennes qui traversent les années 1970 sans subir trop de « chahut » sont l'Action catholique ouvrière (ACO) et la JOC, mais au prix, peut-être, de quelques faux-semblants. En effet, conscients de porter la tradition et la culture ouvrières, forts de leur « mandat » pour annoncer l'Évangile en milieu ouvrier, dont l'oppression fondamentale, structurelle, demeure par-delà les évolutions du capital et du travail, ces mouvements dénoncent durement, après 68, l'exploitation des travailleurs, mais aussi, dès les événements de Mai, la récupération « bourgeoise » du mouvement sur le dos des ouvriers et au profit des classes moyennes dont les étudiants, principaux contestataires, sont issus. Malgré leur rhétorique de jonction avec la classe ouvrière et ses syndicats, les étudiants sont

1. La « conscientisation » est une méthode d'alphabétisation et d'apprentissage visant à développer une conscience critique chez les « élèves » (adultes) des milieux populaires, à travers l'évocation de leur situation d'oppression et d'aliénation. La conscientisation ne s'identifie pas nécessairement au marxisme.

2. Sur le MRJC et cette crise, voir Serge Cordelier, *JAC-F, MRJC et transformation sociale, 1945-1985*, qu'on peut lire sur le site < [www.mrjc.org](http://www.mrjc.org) >.

regardés de haut par ces derniers – en tout cas ceux qui gravitent autour du PCF et de la Confédération générale du travail (CGT). Ne mettent-ils pas en cause et le leadership et l'identité de la classe ouvrière dans la lutte anticapitaliste ? Par contrecoup, Mai 68 a des effets de crispation identitaire sur l'ACO et la JOC, qui insistent sur la lutte des classes partout à l'œuvre, y compris dans l'Église, tout en se rapprochant de la CGT et du PCF – même si, à l'ACO, les militants proches de la Confédération française démocratique du travail (CFDT) restent nettement majoritaires. Ce qui serait étonnant, à vrai dire, c'est que les organisations chrétiennes du monde ouvrier n'aient pas de contacts avec le PCF et tout ce qui en dépend. Mais que la JOC en délégation soit reçue par ce dernier en 1972, que Georges Marchais soit applaudi au Congrès de la JOC en 1974 par 35 000 jocistes chantant *L'Internationale* devant 44 évêques qui ne bronchent pas représente tout de même, au-delà du symbole, un aboutissement surprenant, au moment où le communisme soviétique est discrédité et l'« imposture totalitaire » révélée par Alexandre Soljenitsyne et d'autres...

En 1975, les faux-semblants ont assez duré et les évêques en tirent la conséquence : ils suppriment le mandat et renvoient chacun à ses responsabilités : désormais, le choix politique des catholiques, à gauche ou à droite, relèvera, de fait, exclusivement de leur conscience et de leur liberté<sup>1</sup>.

De son côté, la CFDT s'est amplement impliquée dans les révoltes de Mai 68, mais autrement que les institutions et les mouvements chrétiens. Comme organisation, elle est d'autant plus secouée par les événements qu'elle agit dans la perspective d'un socialisme « utopique », qui sera défini par le thème de l'autogestion (voir *infra*, p. 373-389). Mais, côté religieux, les événements confirment l'intuition de Paul Vignaux, le théoricien de la déconfessionnalisation : outre qu'elle fait droit à la sécularisation croissante, la CFDT laisse à chacun de ses membres la liberté de ses engagements personnels, politiques ou religieux. Comme l'explique Pierre Rosanvallon, la déconfessionnalisation a été avant tout une démarche *laïque*,

---

1. Le vote catholique majoritairement à droite continue, évidemment, mais pour d'autres raisons, sociologiques et non « religieuses ».

ou de *laïcisation*, qui ne relevait en aucun cas du progressisme chrétien<sup>1</sup>.

### *La crise religieuse*

Politisation extrême et crise proprement religieuse sont concomitantes et liées, mais ne se recoupent que partiellement. La seconde, multiple, ne cesse de « s'approfondir », comme on disait au PCF, et elle durera, par bien des facettes, jusque dans les années 1980. Elle est répercutée en miroir dans quantité de livres, revues, journaux, ainsi que dans des médias audiovisuels qui ont pris leur envol parmi les biens d'équipement. Elle a des aspects paradoxaux : culturellement, on est bien dans l'affaïssement du christianisme, dans son « éclatement », sa « folklorisation ». Les « révolutions du croyable » sont en cours, la « beauté du mort » s'affiche de mille manières : tous ces mots et ces titres à travers lesquels Michel de Certeau fait le diagnostic impitoyable de la crise restent pertinents. Pourtant, côté effectifs et institutions, le catholicisme reste nombreux et puissant. On assiste même à des phénomènes remarquables : en 1972, on atteint un pic avec 87 % de Français se déclarant catholiques. D'autre part, alors que la proportion des « messalisants » (les « pratiquants », ceux qui vont à la messe le dimanche) diminue depuis les premières enquêtes du début des années 1950, on constate entre 1966 et 1972, donc dans les années d'après-concile, une stabilisation exceptionnelle à un taux élevé : 20 %. Ce qui signifie un regain de vitalité postconciliaire, avant une baisse continue et lourde que les années Jean-Paul II n'enraient absolument pas, puisque à la fin de son pontificat la pratique tombera en dessous de 5 %<sup>2</sup>. Ce constat va à l'encontre de ceux qui prétendent aujourd'hui, pour des raisons intéressées (conserver et restaurer !), que Vatican II et Mai 68 sont à l'origine de tous les malheurs de l'Église.

---

1. Pierre Rosanvallon, « La CFDT et la laïcité », *Esprit*, n° 4-5, avril-mai 1977, « Les militants d'origine chrétienne », p. 142-147. L'exergue écrit sur la couverture du numéro est significatif : « Ils croyaient être la solution à la crise, les voilà dans la crise. »

2. Enquête Ifop-*La Croix*, « Le catholicisme en France en 2010 », < [www.ifop.com](http://www.ifop.com) >, janvier 2010, qui reproduit la courbe de la pratique depuis 1952.